

**Citoyenneté et droits humains
des femmes latino-américaines
en cette fin de siècle***

Concepcion Fernandez Villanueva
Rocio Castro Kustner

La citoyenneté est un objet social et il existe différents niveaux de représentation de son contenu, dépendant chacun de la perspective d'analyse privilégiée. On peut comprendre la citoyenneté comme étant l'ensemble des droits dont jouissent les citoyens et des devoirs de l'Etat pour garantir ces droits. Il s'agit, dans ce cas, de la conception la plus legaliste de ce thème. Mais on peut également parler de la représentation de la citoyenneté en tant que capacité d'influence sociale que possèderaient les individus voire, encore, la considérer comme le signifiant individuel qu'adopte comme identité personnelle le membre d'une communauté donnée.

Si nous voulons pouvoir parler de la citoyenneté des femmes latino-américaines, nous devons dès lors et en premier lieu considérer ce que celle-ci signifie réellement pour elles: le droit à une vie digne, à la santé, aux soins, à l'attention et à l'éducation pour ses enfants, l'accès à une formation professionnelle, au travail régulier et à un salaire correct, des droits en matière de reproduction et une

* Texte traduit par Carla Sandoval.

protection réelle contre toute forme de violence. Des droits en matière de développement enfin, compris comme une amélioration de la qualité de la vie que l'accès à l'ensemble de ces points entraînerait automatiquement. Si nous redéfinissons le concept de droits humains selon une perspective féministe, en accord avec des auteurs comme Alda Facio (1995) par exemple, toutes ces revendications devraient alors entrer dans les systèmes politiques en tant que droits humains.

En second lieu, nous devons nous demander pourquoi la lutte pour obtenir de ces droits de citoyenneté continue à être, pour la majorité des femmes latino-américaines, constante pour des droits somme toute les plus fondamentaux. Et s'il faut également, dans ce débat sur l'Amérique latine, ajouter aux effets du genre ceux engendrés par l'appartenance ethnique et la stratification sociale de ces mêmes dimensions ethniques. La majorité des femmes latino-américaines appartiennent à ce contingent de population mal nommé de *minorités ethniques* qui, avec le développement du capitalisme de dépendance qui prit racine à la fin du système colonial, se sont introduites dans la nouvelle organisation internationale du travail (le travail libre), en tant que main d'oeuvre bon marché et *armée de réserve* via le travail domestique, le marché informel ou les maquillas (fabriques, principalement textiles, appartenant à de grandes multinationales et où les conditions de travail sont généralement inhumaines). Aujourd'hui, les conditions du travail salarié des femmes ont changé et il existe une grande diversité de modalités et de catégories professionnelles (temporaires, fixes, rurales, urbaines,...) qui induisent de nouveaux facteurs nuanciant et conditionnant le présent et le futur de celles-ci.

Cependant, dans leur ensemble, les sociétés latino-américaines continuent à montrer une forte stratification sociale. Et dans ce nouveau système de classes introduit par le capitalisme avancé, les femmes appartenant aux « minorités ethniques » se situent généralement sur l'échelon social le plus faible, c'est-à-dire en-dessous des autres femmes (blanches) et en-dessous les hommes de leur propre communauté ethnique.

La relation genre, ethnie et classe dans cette région, relation particulière et différente des autres grandes régions du globe, est étroitement liée à cette faible position sociale de la majorité des femmes, à la pauvreté pas seulement matérielle mais aussi du point de vue des revenus sociaux et culturels. Cet ensemble de condi-

tions, que nous analyserons plus en détails dans la suite de cet article, a été qualifié par certains auteurs féministes de « féminisation de la pauvreté » (Juliano, 1994).

La combinaison des facteurs de genre, d'ethnie et de classe détermine l'insertion des travailleurs et plus spécialement des femmes dans l'organisation internationale du travail. Par leur condition ethnique, l'accessibilité au marché du travail formel continue à être très limitée pour les femmes noires et indigènes, pour ne pas dire impossible. Cette situation les force dès lors à opter pour une insertion au sein de l'économie souterraine ou dans le secteur informel. Face aux attentes optimistes des agents du développement économique, on peut cependant constater l'influence, faible à modérée, des programmes économiques en matière de promotion sociale des femmes. La coordinatrice des ONG espagnoles, évaluant les politiques économiques appliquées dans les régions en développement affirme que « les implications des programmes d'ajustement structurel imposés par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International pour palier la crise économique internationale ont signifié, pour les femmes, un accès de plus en plus réduit au travail rémunéré et aux services sociaux qui leur sont pourtant essentiels pour leurs rôles de productrices et de pourvoyeuses de soins » (Déclaration de la Coordination Etatique des ONG espagnoles, 1995).

L'insertion des femmes dans les catégories professionnelles non codifiées dérive en fait d'un autre problème: l'invisibilité de leur contribution à l'économie latino-américaine et mondiale, en plus du fait que les familles maternelles, c'est-à-dire des familles soutenues économiquement uniquement par des femmes, sont chaque jour plus nombreuses.

L'insertion déficiente et précaire des femmes appartenant aux minorités ethniques dans le travail formel (surtout leur caractère provisoire et instable, ainsi que leurs faibles revenus et leur bas niveau d'instruction et de professionnalisation), les confinent dans une situation très perméable à tous les types de violence, tant dans le contexte professionnel que familial. Dans ces conditions, leur exploitation au sein du monde du travail, les mauvais traitements ou les agressions physiques par leur patron, y compris les cas extrêmes de viol, peuvent dès lors se produire tout en restant cependant minimisés. D'un autre côté, du fait de leur appartenance à des communautés désagrégées pour des raisons ethniques et sociales,

nombre d'entre elles peuvent, loin du contrôle social des institutions *ad hoc*, être également victimes d'agressions physiques liées aux frustrations de leurs compagnons (le problème de la violence domestique est d'ailleurs souvent à relier au problème de l'alcoolisme des hommes). La violence domestique est la forme la plus commune de violence à l'encontre des femmes, bien qu'il soit très difficile d'obtenir des données précises sur ce phénomène puisqu'il est généralement occulté. La relation entre pauvreté, insertion dans la citoyenneté et violence reste cependant fort explicite dans les paroles suivantes, que nous adoptons: « La lutte contre la violence, ce mal qui mine la volonté des femmes, est indispensable si l'on veut obtenir une plus grande participation de ces dernières au combat pour l'élimination de la pauvreté, pour la construction d'un nouveau concept de citoyenneté et pour la mise sur pieds d'une démocratie nouvelle dans les sociétés latino-américaines » (Brasileiro, 1995).

Les politiques de population et de développement qui fondent l'éradication de la pauvreté sur le contrôle de la natalité et la stérilisation massive des femmes des secteurs défavorisés ne font rien d'autre que relayer un message erroné selon lequel ces femmes pauvres sont les véritables coupables de la misère présente dans ces pays, femmes qui continuent à mettre au monde d'autres pauvres, d'autres indigènes, d'autres Noirs, c'est-à-dire d'autres marginaux. Comment pourrions-nous fermer les yeux devant le fait que ce sont l'insuffisance économique et l'inaccessibilité de l'éducation, soit la féminisation de la pauvreté, qui empêchent réellement les femmes de pouvoir décider elles-mêmes de leurs choix reproductifs? La réalité est qu'elles ne peuvent ni planifier ni choisir seules le nombre d'enfants qu'elles désirent.

Enfin, et pour bien comprendre une problématique qui, dans son ensemble, porte atteinte à la citoyenneté et viole les droits humains des femmes, non seulement en Amérique latine mais dans toute la zone sud du globe, il est important que les politiques de coopération et les féministes du Nord tiennent compte de tout ce qui s'inscrit dans la relation entre genre et développement. Il faut donc tenir compte de la signification de ce développement pour chacune de ces femmes, et pas seulement le percevoir comme une amélioration de leurs conditions de vie.

Le développement de l'industrie, l'accès aux moyens technologiques, la consommation, l'amélioration des conditions de vie sont sans aucun doute importants mais ne dispensent pas d'envisager la

redistribution du pouvoir social de même que la capacité des femmes à influencer sur la vie publique et sur l'action politique. Les agents actifs du développement économique, tout comme certaines ONG, signalent les dangers de ne pas prendre cet aspect fondamental de la vie sociale suffisamment en compte. Bien que nous ne souscrivions pas entièrement à la déclaration, très dure, des ONG espagnoles citée ci-dessous, nous ne pouvons néanmoins que confirmer le risque couru par les agences internationales (y compris celles qui prétendent appuyer l'évolution technologique) quand elles ne se soucient pas de l'*empowerment* des femmes. Enfin, et de la même manière, il faut également revoir de fond en comble le concept de développement qui sous-tend ces modèles d'intervention dans les pays les moins développés du point de vue technique.

« Le modèle de développement qui prévaut dans le monde insiste sur une technologie contaminante, des pratiques de consommation impossibles et un renforcement de l'industrie belliciste en tant que critères principaux pour le développement économique, et laisse de côté la valeur et la nécessité du renforcement des femmes tout en se séparant du concept de développement humain. »¹

A tout cela, il nous faut encore ajouter que les femmes latino-américaines ne sont pas des victimes passives de leurs réalités mais, bien au contraire, qu'elles développent depuis leur quotidien une conscience et des formes d'organisation particulièrement combatives contre tout type de discrimination. Ce rôle actif des femmes, négligé et minimisé par les analystes politiques, va au-delà des revendications de leurs droits en tant que femmes et se répercute aussi dans la transformation sociale des ethnies et des classes, étant donné que leur condition de genre est traversée par ces deux dimensions.

Il s'agit, à notre sens, d'une contribution révolutionnaire qui opère jour après jour, les transformations précitées étant en grande partie définies à partir des relations quotidiennes de base. En définitive, le développement communal, principalement conduit par les femmes, reste bel et bien la base du développement national. En partant de ce développement communal, les femmes latino-américaines des classes populaires s'organisent politiquement et les

1. Déclaration de la Coordinatrice des ONG espagnoles lors de la 4^{ème} Conférence Mondiale des Femmes, Pékin, 1995.

féministes les appuient en construisant des réseaux de femmes pour lutter ensemble pour leur citoyenneté.

Nous traiterons chacune de ces questions de manière individuelle, en partant de l'analyse des chiffres statistiques récoltés dans l'étude comparative *Mujeres Latinoamericanas en Cifras* récemment éditée par l'Institut de la Femme et la Faculté Latino-Américaine de Sciences Sociales (FLACSO), et réalisée en collaboration avec le Ministère des Affaires Sociales d'Espagne, sous les conseils de la CEPAL et la collaboration de l'UNIFEM, l'UNICEF, ACDI-Canada et ASDI-Suède. Nous avons toutefois également utilisé d'autres chiffres récoltés dans d'autres documents.

Pour interpréter ces données, nous avons pris appui sur des recherches qualitatives réalisées principalement par des expertes latino-américaines. Plus concrètement, les rapports de la Première Conférence Sous-Régionale Andine *Camino a Beijing* (juin 1994) sur la situation des femmes au Venezuela, en Colombie, en Equateur, au Pérou et en Bolivie et regroupés dans l'ouvrage *Construyendo la equidad* (Coordinatrice de la région sub-andine, La Paz, 1994) nous ont fortement aidés, de même que les rapports du séminaire latino-américain sur *Les institutions politiques et les droits humains des femmes* organisé par le Réseau Latino-Américain et des Caraïbes contre la violence domestique et sexuelle, édités en 1995 par l'UNIFEM.

Signification de la citoyenneté et des droits humains

Mouvements sociaux, groupes politiques et groupes féministes débattent du concept de citoyenneté, alors même qu'il ne possède pas le même contenu pour tous. Pour les femmes, la citoyenneté est sans doute beaucoup plus que le simple droit de vote, soit la capacité de s'incorporer en tant qu'acteurs réels dans la vie de la communauté. « La citoyenneté est un des moteurs du développement, ne se limite pas au développement économique mais produit également une connaissance sur la réalité sociale » (Marquès-Pereira, 1996).

Les féministes et les chercheuses latino-américaines reconnaissent unanimement que les dimensions de la citoyenneté des femmes incluent les droits politiques, sociaux et civils, avec une attention toute particulière au problème de la santé et de la reproduction. Les droits reproductifs ne doivent donc pas seulement être considérés à

l'intérieur des droits civils puisque ces derniers sont toujours élaborés selon une perspective fortement patriarcale.

Il existe donc une idée communément partagée selon laquelle les femmes sont parvenues à faire émerger leurs droits comme étant également des droits humains. Depuis la Conférence sur les Droits Humains (Autriche, 1993), on considère que le manque de respect aux droits des femmes constitue une violence voire une violation des droits humains, et plus particulièrement de ceux ayant trait à l'éducation, la santé, le travail... etc.

Actuellement, la législation des pays d'Amérique latine ne permet pas de satisfaire les besoins de citoyenneté des femmes. Bien que l'on reconnaisse l'égalité dans les différentes constitutions et autres codes légaux généraux, de nombreux préceptes et principes légaux qui pourraient la rendre beaucoup plus effective manquent toujours, au point que les lois en deviennent bien souvent inopérantes. Face à cette situation, les féministes ont développé le *principe de discrimination positive* afin de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils formulent des mesures spécifiques défendant et protégeant réellement l'égalité pour les femmes. Elles ont ainsi fait pression pour que des instances de Droit International soient créées, auxquelles l'on pourrait recourir lorsque les législations nationales ne respectent pas le principe d'égalité. Mais les femmes continuent à être sous-représentées, voire non représentées, dans les hautes sphères d'exécution de la loi au niveau mondial, ce qui rend d'autant plus difficile la question de la jurisprudence égalitaire.

Afin de déterminer l'efficacité réelle de ces lois, il est nécessaire de tenir également compte des procédures administratives liées à la justice. Les procédures actuellement utilisées dans ces pays pour appliquer la législation, bien que théoriquement égalitaires, rendent plus ardue voire même entravent la réalisation de la justice, ce qui se traduit par une certaine inefficacité ou une application insuffisante et rare des améliorations légales durement conquises. Les juges et les procureurs sont des médiateurs particulièrement importants dans le contexte administratif de la justice, puisqu'ils interprètent le contenu des lois, qualifient les conflits en fonction des définitions existant dans les différents codes, interprètent les intentions des acteurs sociaux en conflit et, finalement, mettent fin à ces derniers ou décident des sanctions à appliquer aux accusé(e)s. Dès lors, tant que la présence des femmes continue à être rare à tous

les échelons de l'administration judiciaire, les possibilités d'interprétation sexiste des préceptes juridiques persisteront.

Dans le même sens, et en accentuant l'inefficacité ou la non application des codes juridiques, la mystification des lois s'opère également en raison de leur formulation dans un langage difficilement accessible aux personnes ordinaires, et plus encore aux personnes qui manquent de formation intellectuelle et des revenus symboliques d'interprétation. La distance que le langage juridique maintient dans la vie quotidienne des femmes rend nécessaire l'intervention d'avocats, interprètes par excellence dont l'accès est difficile puisqu'il exige de disposer de revenus économiques que les femmes n'ont généralement pas. D'un autre côté, l'attitude selon laquelle les lois ne peuvent être utilisées qu'en cas de conflit est également très présente, ce qui n'est d'ailleurs pas loin de la vérité, mais il n'en est pas moins vrai qu'elles ont quand même une dimension plus positive d'ouverture de possibilités d'action pour ces mêmes sujets sociaux. Les femmes, victimes de leur trajectoire de non-utilisatrices des droits sociaux, tendent à les voir d'une manière relativement distante, comme si ils avaient été formulés au niveau théorique mais n'étaient pas réels pour elles. Il existe donc une forte différence entre la formulation des droits dans les codes et leur intériorisation par les sujets, entre le fait d'assumer des possibilités d'action et celle de les utiliser.

Dès lors, il ne faudrait pas se limiter à vouloir changer les lois mais il faut aussi revendiquer toutes les mesures qui peuvent en faciliter l'application dans chaque société spécifique, en accord avec les difficultés particulières que l'on peut y rencontrer. Sans cela, nous ne pouvons qu'être d'accord avec Gladys Acosta lorsqu'elle affirme: « il ne sert à rien de mettre un merveilleux système juridico-formel à disposition si les citoyen(ne)s ne peuvent y avoir accès ». (Acosta Vargas, 1995)

Ceci étant, les codes pénaux, qui représentent l'aspect punitif de la loi et exercent une fonction limitative des actions et des conduites, forment la principale source de difficultés pour les femmes. Généralement réalisés par des hommes, les codes pénaux véhiculent la vision sociale de la femme en tant que mère reproductrice sans sexualité et dépendante de l'homme qui prédomine, c'est-à-dire la vision d'un sujet à réprimer ou à mettre sous tutelle. En conséquence, la déviation de la loi n'a pas la même signification pour les hommes et pour les femmes. Les a-priori moraux sexistes, à

l'oeuvre dans la formulation des délits ainsi que dans leur jugement, évaluent de manière plus négative certaines conduites des femmes que des hommes, et ne peuvent ressortir d'autre chose que du sexisme. Par exemple, « dans les codes qui continuent à pénaliser le principe de l'adultère, l'action est discriminée selon le sexe de l'auteur » (Larrandart, 1995). Cette discrimination se traduit dans la codification du délit, dans son jugement et sa condamnation; elle témoigne de préjugés purement sexistes dans ces trois domaines. Dans la codification du délit, il est dès lors fréquent que la femme soit considérée comme adultère lorsque l'on peut prouver une seule relation extra-conjugale, alors que pour l'homme, il s'agit généralement d'apporter la preuve d'une relation parallèle et permanente à celle du mariage. En matière de jugement, l'on peut également souligner une attribution d'intentions et de dommages différente, injustifiée et sexiste, notamment parce qu'il semble acquis dans les pratiques que l'infidélité de la femme a plus de conséquences dommageables pour l'homme que l'inverse. Ce fait se traduit d'ailleurs dans les condamnations, même si ces dernières peuvent être très variées en raison de circonstances aggravantes ou atténuantes.

En définitive, les principes moraux et les conventions sociales se mélangent dans la formulation et le jugement des conduites délicieuses. Il s'agit donc de rester particulièrement vigilant non seulement quant à la lettre de la loi mais également quant à son interprétation par l'administration judiciaire, administration qui continue à être composée en majorité d'hommes, dans toutes les sociétés, des plus évoluées du point de vue politique aux démocraties plus anciennes. En Amérique latine, les déficiences des jeunes systèmes démocratiques – où le pouvoir judiciaire dépend encore trop du pouvoir politique et des élites économiques – aggrave encore considérablement la situation.

La relation genre, ethnie, classe en Amérique latine

La population originelle d'Amérique latine, celle que nous qualifions « d'indigène », est parvenue à survivre à la domination européenne dans de nombreuses régions de ce continent, en restant même majoritaire dans certains pays, tout en se mélangeant d'une manière générale avec les descendants européens. C'est pourquoi les statistiques officielles cachent ou déforment une grande partie du du métissage latino-américain en faveur d'une population blanche homogène très semblable à l'esthétique européenne et nord-

américaine, modèle qui fait beaucoup d'émules parmi les élites locales.

Parmi les seize pays étudiés dans le rapport comparatif *Mujeres Latinoamericanas en Cifras*, la Bolivie (71%) et le Guatemala (66%) ont une population majoritairement indigène (respectivement 71% et 66%). La population indigène au Pérou approche 47%, 38% en Equateur, 15% au Honduras et 14% au Mexique. Ces six pays abritent sur leurs territoires nationaux à peu près 35 des 40 millions d'Indiens répertoriés sur le continent. C'est également dans ce groupe que l'on retrouve les pays les plus pauvres et où les abus face aux droits humains sont les plus criants de toute l'Amérique latine.

Les pays où la population indigène est la moins représentée sont le Brésil (2%), le Venezuela (0.9%), le Costa Rica et l'Argentine (1%). C'est aussi parmi eux que l'on trouve deux des pays ayant les meilleures situations économiques du continent: l'Argentine et le Costa Rica. Au Brésil et au Venezuela, la population comporte en outre une autre composante ethnique qui détermine son contexte socio-économique: les descendants d'Africains amenés sur le nouveau continent comme esclaves. Le Brésil et Cuba sont les deux pays présentant le plus fort pourcentage de population noire (5.1% de Noirs et 38.6% de mulâtres au Brésil, 12.1% de Noirs et 21.9% de métisses à Cuba).

Lorsqu'on comptabilise la population indigène, on ignore généralement la population métissée Indiens-Européens, alors que dans le recensement de la population noire, la catégorie de métisses (ou mulâtres) est toujours présente. Ce constat a souvent interpellé le mouvement noir qui le considère, dans le premier cas comme le résultat d'une politique de « blanchiment », et dans l'autre comme le résultat d'une politique de ségrégation de la communauté afro-américaine. Concrètement, au Brésil, près de 300 catégories différentes ont déjà été utilisées pour définir la couleur de la peau, à quoi le Mouvement Noir Unifié (MNU) a réagi en déclarant noire toute personne ayant la couleur de peau, le visage ou les cheveux caractéristiques de cette race. Si l'on adoptait cette classification, la population noire du Brésil et de Cuba approcherait les 44%. Appliquée à la population indigène, celle-ci représenterait la majorité de la population dans tous les pays andins et centre-américains. Si en outre nous devons posséder des données statistiques sur des pays où le contingent de population noire est significatif, comme en

République Dominicaine, en Colombie, au Venezuela et au Panama, et si nous le rajoutions aux chiffres de population indigène, la population appartenant à des « minorités ethniques » ne serait certes plus minoritaire, comme l'indiquent les statistiques actuelles, mais bien majoritaire.

D'un autre côté, si nous comparons les pourcentages de population indigène en Argentine (1%) et en Bolivie (71%) avec le Produit Intérieur Brut (PIB) respectif de ces nations, qui était en 1992 de 3.787 millions de dollars en Argentine et de 628 millions en Bolivie, nous observons un rapport ethnique-classe qui ne peut obéir à un simple hasard. Le contingent de population indigène au Brésil est très faible selon les statistiques officielles et tend à disparaître. Mais la population noire y est significative et le fait que le Brésil soit un des pays présentant le plus haut niveau d'inégalité en matière de redistribution des revenus ne relève pas non plus du seul hasard, surtout lorsque l'on sait que la majorité de cette population noire et indigène se concentre dans la partie la plus pauvre du pays: le Nordeste. En outre, le Brésil est également caractérisé par un abîme séparant les niveaux de développement au nord et au sud du pays, abîme qui a amené nombre de scientifiques à rebaptiser celui-ci du nom de « Belindia », c'est-à-dire « Belgique » plus « Inde ».

Dans la nouvelle société de classes, la population indigène et noire alimente les couches les plus basses de la stratification sociale et s'insère sous forme de main d'œuvre bon marché pour les prestations de service, voire développe sa propre économie dans la nouvelle organisation internationale du travail. Les femmes, habituées de longue date aux prestations de service, s'y insèrent mieux que les hommes de la même classe sociale et de la même ethnique, en tant que domestiques et marchandes ambulantes, travaux dont le rendement économique n'est jamais comptabilisé par les statistiques officielles.

Si l'on ajoute aux statistiques officielles qui occultent la composition ethnique des pays latino-américains, l'invisibilité de la contribution économique des femmes originaires de ces communautés, on comprendra combien la présence de la femme noire et indigène est clairement sous-valorisée et sa contribution à l'économie et à la politique sous-estimée. Seuls quelques auteurs mentionnent son existence, la présentant comme un symptôme très négatif et en même temps très particulier de la réalité sociale d'Amérique latine. En ce sens, ce que l'on a appelé « la féminisation de la pauvreté » offre

l'image d'une pauvreté quelque peu « naturalisée », où l'on identifie trop fortement pauvreté et femme. Dans cette représentation par trop imaginaire, tout se passe comme si les femmes noires et indigènes latino-américaines avaient tout simplement été balayées de la carte.

La féminisation de la pauvreté: les femmes dans l'organisation du travail et l'économie

Le travail des femmes en Amérique latine doit être compris dans le contexte de la distribution mondiale des revenus et, plus concrètement, de la pauvreté relative du Tiers-Monde face au Premier Monde. Selon les chiffres des naissances en 1990, publiés par l'OMS, 93% des nouveaux-nés se trouvent dans le Tiers-Monde. 77% de la population mondiale vit dans ces pays du Sud, mais ne bénéficient pourtant que de 15% des revenus mondiaux, alors que les 23% restants de cette population se partagent plus de 80% de la richesse mondiale. Le problème de la pauvreté du Tiers-Monde n'est pas lié à l'organisation du travail dans ces pays mais bien au gaspillage de revenus dans le Premier Monde. Les deux tiers des heures de travail accomplies sur l'ensemble de la planète, sont effectuées par des femmes, malgré le fait qu'elles ne reçoivent qu'un dixième des revenus produits et ne possèdent que 1.1% des propriétés. Ce résultat fait qu'en 1987, il y avait 815 millions de femmes travaillant dans le monde, et qu'elles représentaient 24.2% en Amérique latine, 32% en Afrique et 33.8% en Asie (Juliano, 1994).

Les chiffres issus des recensements de populations de 19 pays latino-américains (*Mujeres Latinoamericanas en Cifras*, 1995) indiquent qu'entre 1960 et 1990 le nombre de femmes économiquement actives a triplé, alors que celui des hommes ne parvenait pas à doubler. Les taux d'activité économique féminine sont passés de 18% à 27.2%, tandis qu'il diminuait de 77.5% à 70.3% pour les hommes. L'Uruguay est le pays où les femmes ont atteint le taux le plus élevé de participation au marché du travail (PEA de 38.5%), suivi par le Nicaragua (34.4%) et Cuba (33.7%). Le pays où ce taux est le plus faible est le Honduras, avec 17.8%.

Le profil typique de l'emploi féminin est celui des services, secteur qui regroupe entre 60 et 80% de femmes, suivi par un pourcentage nettement moindre pour l'industrie (entre 15 et 25%) et pour l'agriculture et le secteur primaire en général. Nous pouvons

citer deux cas extrêmes: la Bolivie et le Chili. En 1992, le secteur des services en Bolivie concentrait 46.7% de femmes alors que le Chili atteignait le chiffre de 78.4%. En revanche, dans l'agriculture, on retrouvait 43.9% de femmes en Bolivie et seulement 5.9% au Chili. Dans ces deux pays, le secteur industriel n'employait qu'un pourcentage réduit de femmes: 9.4% en Bolivie et 15.7% au Chili.

Quant aux revenus, les salaires urbains des femmes au début des années 90 atteignaient seulement 72% de celui des hommes. Les cas extrêmes se retrouvaient toujours en Bolivie (58,6%) et, cette fois, au Vénézuéla (80,5%).

Le secteur primaire étant celui qui offre le moins d'emplois rémunérés aux femmes, il n'est pas étonnant que les pays à hauts taux de population rurale (la Bolivie, l'Equateur, le Guatemala et le Honduras), soient ceux où la proportion de femmes actives est la plus faible. Mais ceci est également dû à l'invisibilité de la contribution des femmes dans l'économie rurale.

Durant la dernière décennie, deux groupes occupationnels ont augmenté leur participation en emplois féminins urbains: les professionnelles et autres techniciennes (particulièrement au Chili, au Costa Rica, au Mexique, en Uruguay et au Vénézuéla, avec un quart ou plus du total de femmes), et les travailleuses dans le secteur du commerce, principalement informel.

Une fraction très significative de la force de travail féminine de la région, et généralement supérieure à celle des hommes, est occupée dans le secteur informel, avec des niveaux de qualification très bas, des salaires minima et des conditions de travail particulièrement précaires. Au début des années 90, deux femmes sur cinq occupées dans les zones urbaines l'étaient dans des emplois à compte propre, employant des parents non rémunérés et de faible niveau de qualification, voire comme employées domestiques. Le pourcentage le plus élevé dans cette catégorie se retrouve en Bolivie (50%) et le plus faible au Costa Rica (25,5%).

Le travail domestique reste toutefois l'occupation féminine la plus répandue en Amérique latine, bien qu'il soit descendu dans de nombreux pays de 37% de la population économiquement active en 1960 à 22.9% en 1980. Ce qui surprend en revanche dans ces statistiques, c'est l'âge d'accès au travail dans cette activité, soit 10 ans pour la majorité des pays du continent.

D'un autre côté, on peut remarquer une féminisation de la force de travail dans une part importante de la production transnationale: la baisse des processus de travail intensif. Cette baisse touche principalement le marché international du travail, en raison d'une forte pression sur la compétitivité (Lourdes Beneria, 1992).

Les termes de « féminisation de la pauvreté » ont été utilisés aux Etats-Unis il y a dix ans pour désigner l'augmentation de femmes en situation de pauvreté dans les statistiques. On discute aujourd'hui encore pour savoir si cet accroissement est dû à une augmentation du nombre de femmes pauvres ou à des situations autrefois occultées et mises alors en lumière par une sociologie qui a décidé de ne plus ignorer le facteur de genre.

Selon les résultats de *Mujeres Latinoamericanas en Cifras*, près de 40% des foyers de treize pays du continent étaient, au début des années 90, en situation de pauvreté, avec des variations de 34% dans les zones urbaines et de 53% dans les zones rurales. Les foyers incapables d'atteindre le minimum vital représentaient 18% du total des familles (13% dans les villes et 30% dans les campagnes). Ces chiffres ont augmenté progressivement depuis 1980 dans l'ensemble des pays, y compris l'Argentine. Ce qui a conduit de nombreux chercheurs à appeler la décennie 80 « la décennie perdue » Devrons-nous appeler, un jour, les années 90 « la décennie disparue »?

L'augmentation du nombre de foyers pauvres et indigents est liée à l'accroissement importante de foyers dirigés par des femmes, c'est-à-dire des familles maternelles, qui représentent aujourd'hui pratiquement un foyer sur quatre dans les zones urbaines (23%). Les pays présentant les proportions de familles maternelles les plus élevées sont le Nicaragua (36%), le Honduras (27%) et la Bolivie (26%). A l'inverse, au Mexique, l'Equateur et au Pérou, moins de 20% des foyers sont des foyers monoparentaux féminins.

Mais le facteur réellement déterminant de ce phénomène de féminisation de la pauvreté découle du fait qu'il est lié à la forme d'insertion de la majorité des femmes dans la nouvelle organisation internationale du travail. Les responsabilités des femmes ont augmenté en raison des politiques d'ajustement au modèle économique néo-libéral. Ces politiques, orientées vers la diminution du déficit fiscal en matière de dette extérieure et la diminution de l'inflation, ignorent les demandes sociales en matière d'alimentation, d'éduca-

tion, de santé, d'habitat..., c'est-à-dire les revendications qui touchent surtout les femmes des milieux populaires d'Amérique latine, comme nous pourrons le constater lorsque nous aborderons le thème des organisations de femmes.

Comme le signale l'anthropologue brésilienne Helen I. Safa (1994), la crise économique a été particulièrement sévère pour les femmes, jusqu'à menacer leurs conquêtes les plus récentes. Mais en même temps, cette crise a accru l'importance et la visibilité de leur contribution en tant que soutien familial, dans la mesure où les femmes ont pu intégrer de manière plus importante la force de travail alors que celle des hommes avait tendance à diminuer.

Il faut encore mentionner l'occupation professionnelle des femmes dans le domaine de la prostitution, dans de nombreux pays, bien qu'il n'existe pratiquement pas de données statistiques précises sur cet important problème social. La même remarque vaut d'ailleurs pour l'émigration clandestine vers des réseaux de prostitution maquillés en émigration professionnelle, et dont les centres d'opération sont souvent localisés dans le Premier Monde.

Le problème de la violence contre les femmes

La violence à l'égard des femmes est plus qu'une simple réalité entraînant de nombreux dommages physiques et psychologiques pour les victimes. Elle transcende le domaine des personnes qui y sont impliquées, que ce soit en tant que victimes ou agresseurs. Le phénomène doit impérativement être compris comme le symptôme d'autres réalités qui le rendent possible. On ne peut comprendre ni l'ampleur ni le type de violence exercée contre les femmes en dehors de leur position structurelle dans les systèmes sociaux ni de leur position de pouvoir au sein du système familial. Tout comme il est impossible de comprendre, en dehors de ces conditions, l'importance et la visibilité sociale rare qu'a eu et que continue à avoir aujourd'hui encore l'occultation systématique de sa gravité et de sa fréquence, soit en définitive, son manque de compréhension et de valorisation objective. La violence contre les femmes est, dans tous les contextes sociaux, une guerre silencieuse, invisible et quotidienne.

Cette violence contre les femmes est une guerre silencieuse, très silencieuse, comme le démontre l'inexistence quasi totale de données statistiques. L'étude *Mujeres Latinoamericanas en Cifras* ne

fournit de chiffres que pour quatre pays. En Bolivie et au Pérou, les agresseurs des femmes victimes de violence sont leur mari, ex-mari ou compagnon à 100%, en Colombie, à près de 90%. Au Nicaragua, le chiffre avoisine 60% pour les maris, 13% pour les ex-maris tandis que les compagnons semblent en revanche absents, en tant qu'auteurs de ce type de violence.

Une autre étude réalisée au Chili révèle qu'une femme sur cinq subit la violence de son conjoint. En Equateur, le pourcentage de violences physiques exercées par les maris, pères, parents ou autres hommes avec qui les femmes vivent avoisinerait 68%. Et ces violences s'exercent précisément durant la période de formation de la personnalité et de développement professionnel, entraînant des conséquences négatives implicites sur la trajectoire de vie de ces femmes, y compris sur leur carrière professionnelle. Les violences physiques et psychologiques sont les plus fréquemment évoquées, dans les cas incluant la violence sexuelle, les femmes éprouvent beaucoup de difficulté à les dénoncer.

La législation de la plupart des pays n'offre pas de protection efficace aux victimes de violence domestique. On ne la considère pas comme un sévice particulier et on ne lui accorde aucune importance spéciale. Seuls le Pérou et le Chili disposent d'une loi qui reconnaît la violence intra-familiale comme un délit, et qui la pénalise. En Argentine, Colombie, Panama et Vénézuëla, les Parlements discutent actuellement d'un projet de loi de cette nature. Dans les autres pays, la violence intra-familiale n'est considérée que sous l'appellation de « délits corporels », qui doivent être graves pour être pénalisés. La violence contre les femmes est un domaine qui témoigne largement de l'insuffisance des lois actuelles et de la nécessité de faire pression pour obtenir des mesures en accord avec les situations réelles. Il est en outre évident qu'il faut également protéger l'intégrité physique des femmes, en créant et en soutenant des institutions tels que des services policiers composés de femmes et des maisons d'accueils pour femmes battues.

A partir de 1985, coïncidant avec la célébration à Nairobi d'événements liés à la Décennie de la Femme, des organisations gouvernementales et non gouvernementales ont été créées afin d'aborder le thème de la violence domestique. De nombreuses ONG latino-américaines ont concentré leur action sur la création de refuges pour femmes battues, sur des lieux d'assistance juridique et psychologique, de prévention... etc. Lors de la Conférence sur les Droits

Humains qui s'est tenue en Autriche en 1993, la violence contre les femmes a été reconnue comme une violation des droits humains, au même titre que celle exercée par les Etats autoritaires contre leurs citoyens.

La violence est le symptôme d'une inégalité structurelle entre hommes et femmes, elle résulte d'une répartition injuste et déséquilibrée du pouvoir entre les sexes. Au-delà des circonstances et des motifs personnels de l'agresseur lui-même, « ce qui déclenche le processus de la violence ne peut se trouver que dans l'insanité d'une société organisée sur base de l'inégalité » (Perez del Campo, 1995, p. 81). En analysant les agressions contre les femmes, il faut tenir compte non seulement des conséquences physiques ou psychologiques chez la victime, mais également des conséquences sociales de ces pratiques. Et « les conséquences sociales d'une agression se traduisent en termes de gagnant et de perdant: une personne ou un groupe reste en position inférieure à une autre personne ou à un autre groupe » (Villanueva, 1990). Les incidents concrets de violence des hommes contre les femmes sont simplement soulignés et non punis et, de ce fait, renforcent les règles sociales les plus traditionnelles qui situent l'homme en position de domination et la femme en position de soumission.

De ce point de vue, on comprend mieux que pour prévenir et contrôler cette violence, il faut agir dans différents domaines: le changement des lois mais aussi des conditions sociales des femmes et de la mentalité qui persiste à propos des rôles sociaux traditionnels.

Droits reproductifs des femmes latino-américaines

Les droits reproductifs des femmes des pays du Sud sont mis à mal par les politiques de contrôle de la population, qui associent l'explosion démographique à la misère de la planète et aux difficultés de développement de nombreux pays.

De manière concrète, la situation du développement démographique en Amérique latine est la suivante: la Bolivie, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Paraguay ont une croissance annuelle proche de 3%. Le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, l'Equateur, le Mexique, le Panama, le Pérou, la République Dominicaine et le Venezuela sont proches de 2%. L'Argentine, le Chili, Cuba et l'Uruguay se rapprochent de 1%. La part de la popula-

tion féminine est passée de 49.7% en 1950 à 50.2% en 1990. En revanche, le nombre d'enfants en Amérique latine a diminué, passant de 5.9 par femme en 1950 à 3.1 en 1995, les pays ayant le plus réduit leur indice de natalité étant la République Dominicaine (de 7.4 à 3.3), la Colombie (de 6.8 à 2.7), le Pérou (de 6.9 à 3.6), le Mexique (de 6.8 à 3.2), et le Brésil (de 6.2 à 2.8) (*Mujeres Latinoamericanas en Cifras*).

Les études reflètent également une forte corrélation entre ces chiffres et le niveau de scolarité des femmes. Près de 50% des femmes non scolarisées de la région ont leur premier enfant avant l'âge de 20 ans et mettent au monde jusqu'à sept enfants. Les femmes détenant un diplôme d'enseignement secondaire n'ont généralement que deux ou trois enfants. Les pays qui réduisent de plus de moitié le nombre d'enfants par femme (d'une moyenne de 7 enfants par femme non scolarisée à 3,5 pour une femme scolarisée jusqu'au niveau secondaire) sont la Bolivie, le Brésil et le Pérou, trois pays où la population noire ou indigène est significative.

Lors de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement au Caire en 1994, la préoccupation relative aux effets de l'explosion démographique sur le développement est apparue clairement. Auparavant, en 1992, le Traité sur la population, le milieu ambiant et le développement du Forum Global des ONG de Rio de Janeiro avaient considéré que «le lien fondamental entre toute action touchant à la population, à l'environnement et au développement, est la promotion de la femme quant au contrôle de sa propre vie (*empowerment* ou *empoderamiento*)». Face à ce pouvoir accru des femmes, nous trouvons toute une politique publique de contrôle de la natalité basée sur la stérilisation massive, dont les femmes ayant l'indice de scolarité le plus faible sont les principales victimes.

En Amérique latine (de même qu'en Afrique), on a commencé à parler d'une extermination ethnique délibérée. Il est en effet évident que les femmes les moins scolarisées sont également les plus pauvres, et que ce sont les femmes noires et indigènes qui occupent ces échelons les plus bas de la stratification sociale.

Selon un document produit par les Archives Féministes contre les Nouvelles Technologies Reproductives et Génétiques, le Brésil est un des pays battant tous les records en matière de violation des droits reproductifs des femmes au moyen de politiques de stérilisa-

tion massives. C'est le pays où l'on accomplit le plus grand nombre de césariennes, presque toujours accompagnées de ligature des trompes. 27% des femmes brésiliennes en âge de procréer ont été stérilisées, les Etats du nord du pays étant les plus touchés (80% au Marañon et 64% en Alagoas). Ceci explique en partie bien sûr la réduction de l'indice de natalité de ce pays.

Le Brésil se considère comme un pays surpeuplé. Selon des chiffres des Nations-Unies de 1990, la densité de population par kilomètre carré y était de 17 habitants, alors qu'aux Pays-Bas il est de 397, en Belgique de 300, au Royaume-Uni de 234, en Allemagne de 220, et Italie de 191, en Suisse de 161, au Danemark de 119, au Portugal de 113 et en France de 102. Le pays latino-américain présentant la plus haute densité de population est la République Dominicaine (144), suivi de Cuba (92), du Guatemala (82), du Mexique (43), du Panama (31), du Vénézuéla (21), du Brésil, Chili et Pérou (17), de l'Argentine (12), du Paraguay (10) et enfin de la Bolivie (7). Seule la République Dominicaine dépasse les grandes puissances européennes, alors que dans le Premier Monde, seuls huit pays ont une densité de population inférieure à 100: Espagne (78), Irlande (50), USA (27), Suède (19), Finlande (15), Canada (3), Islande et Australie (2).

De manière contradictoire, l'ONU s'est félicité du fait que la stérilisation était une réussite dans les pays du Sud. Pour la Banque Mondiale, la nécessité non satisfaite d'une planification familiale exige d'augmenter les investissements dans ces campagnes de stérilisation, de passer de 166 millions de dollars en 1992 à 8 milliards de dollars en l'an 2000. Pourrait-on imaginer ce que l'on pourrait faire avec une telle somme en matière de scolarité et de formation professionnelle des femmes au Sud? « La seule idée selon laquelle une nouvelle élite de techniciens, spectateurs privilégiés des problèmes de la planète, est en train de planifier le sauvetage de la planète par le biais de la stérilisation des habitants les plus pauvres est réellement effrayante ». (Margarita Farran, Ajoblanco, Madrid, juin 1994).

La signification du concept de développement pour les femmes latino-américaines

La Conférence sur la Femme, organisée en 1975 au Mexique, marque un tournant dans la discussion sur le thème « femme et développement ». Depuis 1980, on lui a substitué la perspective « genre et développement ». Dans le document du troisième Sommet de la Femme, à Nairobi en 1985, le développement est compris dans son intégralité: politique, économique et sociale. Ceci devrait signifier, pour les pauvres et les indigents – dont les femmes – l'attribution des moyens nécessaires afin qu'ils puissent revendiquer et atteindre l'égalité d'opportunités.

Lors de la quatrième Conférence Mondiale sur la Femme à Pékin, le prémisses qui s'est imposé comme élément central fut l'*empowerment*, concept nouveau utilisé pour désigner l'accès à l'indépendance économique, la sécurité, l'autodétermination et les droits humains des femmes. L'*empowerment* des femmes permettrait le développement tant du bien-être socio-économique que de la citoyenneté. Il s'agirait d'un développement intégré.

Durant ces trente dernières années, beaucoup d'argent fut investi dans la coopération et l'aide au développement en Amérique latine. La majorité des projets issus de la coopération internationale fut orientée vers l'Amérique centrale pour pallier les désastres causés par les guerres civiles et vers les populations indigènes et plus particulièrement les populations amazoniennes. Cet intérêt du Premier Monde était motivé par la conservation de ce qu'il appelle le poumon de la planète.

Dans la majorité des cas, ces programmes n'ont pas permis la promotion des femmes mais ont encore contribué à accroître les différences économiques et sociales entre hommes et femmes, en ne tenant pas compte du rôle qu'elles occupent dans les pays du Sud par leur condition générique et ethnique. On peut en trouver un exemple clair dans la priorité que ces projets accordent à l'introduction de la technologie, toujours dirigée par des hommes, et qui, en accélérant le processus de production, accélère également le rythme du travail manuel toujours nécessaire, réalisé lui à 80% par des femmes.

Patricia Portocarrero (Pérou) observe que « dans de nombreux cas, l'intégrité de la femme est mutilée et les programmes de déve-

loppement orientent leur promotion exclusivement vers les mères et/ou femmes des milieux populaires, omettant de prendre en compte leur identité de femme. On ne trouve aucune critique des causes qui pourraient expliquer leur situation de subordination, aucune interrogation sur la division sexuelle du travail, voire sur le système patriarcal qui assigne la responsabilité de la reproduction sociale à la femme... Il est indispensable de rester vigilant en présence de ces politiques dans la mesure où, tout en reconnaissant l'oppression de genre, ces programmes renforcent en fait les rôles traditionnels, l'allongement de la journée de travail de la femme et un reciblage encore plus lourd des tâches qui lui sont confiées » (1990).

Il serait intéressant de disposer de statistiques concernant les projets de développement implantés dans la région, leurs coûts, leur répercussion sur les communautés censées en bénéficier (et plus concrètement sur les femmes), mais de telles recherches n'ont pas encore été effectuées. Elles risqueraient de montrer l'échec de quelques-uns, voire de nombreux projets de coopération: maniement de fortes sommes d'argent avec peu de bénéfices réels pour les communautés, et encore moins pour les femmes.

Organisations et réseaux de femmes

« Par leur présence majoritaire, les femmes constituent la base sociale des mouvements populaires urbains en Amérique latine et dans les Caraïbes... Leur présence dans ces mouvements se concrétise par leur intégration dans des groupes communautaires de voisins dont le rayon d'action revendicative reste fondamentalement le quartier » (Baez, 1993).

En se référant aux organisations de femmes, l'étude *Mujeres Latinoamericanas en Cifras* ne dispose que de données quantitatives, incomplètes, sur les pays à tradition d'organisations de base: le Chili avec 10.496 organisations de femmes populaires en 1991, le Pérou avec 14.851 et la Bolivie avec 3.844 en 1987.

Au Pérou, le mouvement populaire plonge ses racines dans celui des clubs de mères des années 50. Dans les années 60, les Comités de ménagères sont apparus dans les zones minières. Puis vinrent les cantines populaires des années 70 et les comités liés au programme du Verre de lait en 1984. On prendra nettement la mesure de ce que ces organisations ont représenté, pour les femmes,

grâce à ce dernier exemple, converti en loi sous la pression de la mobilisation. Elle permit également à Maria Elena Moyano, présidente de la Fédération Populaire des Femmes de Villa Salvador, (qui comptait alors plus de 10.000 membres), d'être élue maire de sa ville (elle fut cependant assassinée en 1992 par le Sentier Lumineux). Les clubs de mères, qui proliférèrent en Bolivie, au Pérou et au Brésil, ont pu ainsi mobiliser des milliers de personnes dans la lutte pour l'instauration d'écoles. Ce sont également eux qui ont fait naître, au Brésil, le Mouvement contre le Coût de la Vie, dont le principal objectif fut de dénoncer les politiques économiques publiques comme politiques impopulaires (Castro, 1995).

Le Brésil a également une forte tradition en matière d'organisations de base dirigées par des femmes. Si *Mujeres Latinoamericanas en Cifras* ne donne pas d'informations sur les nombreuses organisations de ce pays, cela résulte sans doute du fait que l'on oublie parfois que le Brésil fait aussi partie de l'Amérique latine. En revanche, il est certain que les clubs de mères et les garderies communautaires se sont converties en réponse généralisée des classes populaires brésiliennes, assumant à partir des années 80, partiellement ou totalement, une responsabilité de l'Etat en créant les espaces nécessaires à l'enfance (Alcantara Costa, 1991). Rappelons-nous en effet le grand problème social des enfants des rues, résultant d'un cruel manque de politiques publiques destinées à l'enfance et la famille des classes populaires. Il y est en outre également fréquent que le leadership y soit exercé par une femme.

Des organisations paysannes de femmes peuvent être mentionnées dans certains pays. Le Honduras possède le plus d'organisations de ce type, notamment la Fédération Hondurienne des Femmes Paysannes, l'Association Nationale des Femmes Paysannes, le Comité pour le Développement Intégral de la Femme Paysanne et le Groupe Catholique de Femmes Paysannes. En Colombie, nous trouvons l'Association Nationale des Femmes Paysannes et Indigènes; en Bolivie, la Fédération Nationale des Femmes Paysannes Bartolina Sisa; en République Dominicaine, la Confédération Nationale des Femmes Paysannes et au Paraguay, on comptabilisait, en 1992, quatre-vingt groupes de paysannes et de petites agricultrices.

Les organisations de femmes indigènes pour la défense de leurs cultures, terres et territoires sont prédominantes en Bolivie, en Equateur, au Salvador, en Colombie, au Mexique (Chiapas) et au

Guatemala, comme l'illustre le récent Prix Nobel de la Paix, Rigoberta Menchu.

Presque toutes les organisations de droits humains de la région sont nées en réponse aux terribles violations commises par les dictatures militaires dans ces pays. Ces organisations étaient en grande partie dirigées par des femmes. La Commission de Défense des Droits Humains du Paraguay, dirigée par Carmen Lara, inaugura la tradition. La commission brésilienne du Mouvement Féminin pour l'Amnistie, créée en 1972, suivit. Puis ce furent les femmes chiliennes qui créèrent le Groupement de Femmes démocratiques, et en 1975, sous la dictature de Pinochet, le Groupement de Parents de Détenus et Disparus. En 1997, l'organisation féminine des droits humains la plus connue internationalement, qui est parvenue à se constituer en mouvement politique révolutionnaire pour l'Amérique post-dictatoriale et néo-libérale d'aujourd'hui, les Mères de la Place de Mai, ont célébré en juin dernier les treize mille jeudis de manifestation sur la place. Actuellement, les Mères de la Place de Mai dénoncent les politiques néo-libérales en tant qu'atteinte aux droits humains, comme sous la dictature. La seule différence est que la mort (de faim et non plus sous la torture) vient plus lentement et paraît moins violente.

La majorité de ces organisations sont coordonnées au sein de la Fédération Latino-Américaine de Parents de Disparus (FEDEFAM). La direction est féminine et en appelle à la conscience régionale et mondiale pour le respect de la dignité humaine et de la justice.

Nombre de mouvements féministes de la région sont apparus dans le contexte des régimes dictatoriaux. Nous pouvons citer les centres Flora Tristan et Manuela Ramos au Pérou qui ont dénoncé l'existence d'un système sexe-genre subordonnant les femmes, nous pouvons citer le travail de formation et de recherche mené par les féministes brésiliennes au sein des universités: en 1991, il existait des centres d'études sur la femme dans 23 universités différentes.

En 1981, la Première Rencontre Féministe Latino-Américaine et des Caraïbes a eu lieu, regroupant l'ensemble des féministes de la région. Rappelons que la première conférence des Nations-Unies sur les femmes s'était déroulée en 1975 à Mexico. Depuis, six rencontres ont eu lieu dans six pays latino-américains différents. Les revendications des organisations féministes (libre choix sexuel, répression de la violence sexuelle, accès à l'avortement, représenta-

tivité au pouvoir politique...) différaient, du moins en principe, de celles des organisations de femmes des milieux populaires, tournées elles vers le logement, la santé, l'éducation....

Il peut y avoir un manque de compréhension réciproque entre ces deux groupes; la condition d'ethnie ou de classe sociale peut également creuser cette différence, les féministes provenant généralement des classes moyennes intellectuelles, en grande partie blanches et d'apparence européenne, auxquelles les femmes des milieux populaires ont du mal à s'identifier. Mais le nouveau féminisme latino-américain prend graduellement conscience de cet abîme résultant des conditions ethniques et de classe, et se rapproche des organisations de femmes tout en reconnaissant leurs revendications propres en tant que revendications de genre. Ce nouveau féminisme est très actif dans les centres académiques et parmi les ONG. Virginia Vargas, coordinatrice pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Forum Alternatif des ONG de Pékin (1995) affirme: « notre relation avec les mouvements de femmes a mûri et s'est enrichie durant ces vingt dernières années... Nous ne sommes plus seulement des ONG qui effectuent des recherches ou travaillent dans les quartiers défavorisés ou dans les communautés, mais nous participons à un mouvement de rébellion qui est en train de secouer tout le continent » (1994).

Les organisations de femmes développent des formes de *leadership*, des stratégies de fonctionnement et de définition d'objectifs particuliers. Pour certaines d'entre elles, la définition des objectifs ne s'éloigne guère des rôles « féminins ». Elles se créent par exemple dans le but d'améliorer les conditions de vie perçues comme étant injustes, et étendent leur rôle de « gardiennes des soins » à la communauté dont elles font partie. D'autres se montrent plus proches du système politique, en promouvant sa transformation radicale et en exigeant de manière plus active les changements nécessaires pour parvenir à une répartition plus juste. Très souvent, les organisations, au départ d'objectifs concrets et assistanciers, évoluent vers d'autres buts plus larges et plus politiques. Certaines femmes responsables de ces mouvements se présentent comme candidates pour les postes de gouverneurs municipaux ou sectoriels. Le *leadership* exercé par certaines femmes de ces mouvements acquiert une importance de premier ordre pour modifier l'identité des femmes. Des personnes comme Rigoberta Menchu sont des *leaders* charismatiques, des référence identitaires pour nombre

d'autres femmes, des modèles qui pénètrent leur identité collective, et plus particulièrement celle des indigènes. Comme telles, elles exercent une fonction de consolidation des réseaux de solidarité et de renforcement des objectifs de lutte contre l'injustice et la violation des droits humains.

Références bibliographiques

- ACOSTA VARGAS, G., (1995) « Evolucion de los derechos humanos de las mujeres », *La institucion policial y los derechos humanos de las mujeres*, UNIFEM, New York.
- ALCANTARA COSTA, A. (Coord.), (1991) *Creche comunitaria, uma alternativa popular*, NEIM/UFBA, Salvador de Bahia.
- BEATRIZ RUIZ, C., (1993), *Mujer, genero y desarrollo local urbano*, La Paz, Centro de Promocion de la Mujer Gregoria Apaza.
- BAEZ, (1993), « Democracia y movimiento de mujeres », *Genero y sociedad*, Vol.1, Centro de Estudios del Genero, Santo Domingo.
- BENERIA, L. (1984), *Reproduccion, produccion y division sexual del trabajo*, CIPAF, Santo DOMINGO.
- BENERIA, L. & Roldan M., (1987), *The crossroad of class and gender*, University of Chicago.
- BENERIA, L.(1992), « Globalizacion de la economia y el trabajo de la mujeres », *Mientras Tanto*, N° 48, Madrid.
- BRASILEIRO, A.M. (1995), Presentacion de la publicacion « La institucion policial y los derechos humanos de las mujeres », UNIFEM, New York, p.XII.
- BRASILEIRO, A.M., (Ed.)(1996), *Women's leadership in a changing world*, UNIFEM, New York.
- BRASILEIRO, A.M. (1996), *Building democracy with women*, UNIFEM, New York.
- Castro, R. (1995), *Movimientos de mujeres en America Latina. Cuadernos de Africa y America Latina*, Sodepaz, Madrid.
- CORZO, A., Palan, S. & Vargas, V. (1994), *Construyendo la equidad*, Coordinadora de la subregion Andina, La Paz.
- FACIO, A. (1995), « Repensarnos como mujeres para reconceptualizar los derechos humanos » *Genero y Sociedad*, Vol. 3, Instituto Tecnologico de Santo Domingo, Santo Domingo.
- FARRAN PINTO, M. (1994), *Control de poblacion: cinismo, sexismo y mentiras*, Ajoblanco junio, Madrid.
- FERNANDEZ VILLANUEVA, M.C. (1990), « En concepto de agresion en una sociedad sexista », Maquieira, V. & Sanchez, C., *Violencia y sociedad patriarcal*, Pablo Iglesias, Madrid.
- GUZMAN, V., PORTOCARRERO, P. & VARGAS V. (1991), *Genero en el desarrollo*, Ediciones populares Feministas, Lima.
- GUZMAN, V. (1993), « Los problemas de las mujeres en la agenda de los gobiernos municipales: del discurso de las necesidades a la construccion de los problemas sociales » Ruiz, C. & Carmen, B., *Mujer, genero y desarrollo local urbano*, Centro de Promocion de la Mujer Gregoria Apaza, La Paz, p.115-131.
- JULIANO, D. (1994), « Feminizacion de la pobreza », *Mujeres, la mitad olvidada del planeta*, Foro Alternativo Las otras voces del planeta, Madrid.

LARRANDART, L.(1995), « La mujer en los codigos penales: control sobre el rol de madre » *La institución policial y los derechos de las mujeres*, UNIFEM, New York, p.51-63.

MARQUES-PEREIRA, B. & CARRIER, A. (1996), *La citoyenneté sociale des femmes au Brésil*, CELA-IS-UNESCO-L'Harmattan, Paris.

Mujeres Latinoamericanas en cifras (1995), Ministerio de asuntos sociales de Espana, Instituto de la Mujer de Espana, Facultad LATinoamericana de ciencias sociales (FLACSO), Santiago de Chile.

PEREZ DEL CAMPO, A. (1995), *Una cuestión incomprensida: el maltrato de la mujer*, Horas y horas, Madrid.

Politica demografica, textos para el debate, (1995), Archivo Feminista contra las nuevas tecnologías reproductivas y geneticas, Barcelona.

PORTOCARRERO, P. & RUZ BRAVO, P. (1990), *Mujeres y desarrollo*, IEPALA, Madrid.

Red latinoamericano y del Caribe contra la violencia domestica y sexual (1995), *La institución policial y los derechos humanos de las mujeres*, Memorias del seminario latinoamericano, New York, Quito, UNIFEM.

SAFA, H.I. (1992), *Mudanças nos papeis do genero na america latina e no Caribe*, Caderno CRH, nº16, Salvador de Bahia.

TABAK, F. & Verucci, F. (1994), *A difícil igualdad*, Rio de Janeiro, Dumara.

TORANZO CARLOS, F. (1993), *Descentralización del poder y construcción de sujetos colectivos*, en Ruiz, C., op.cit., pp.132-157.

VARGAS, V. (1992), *Como cambiar el mundo sin perdemos. El movimiento de mujeres en Peru y America Latina*, Flora Tristan, Lima.

VARGAS, V. (1991), « Apuntes para una reflexión feminista sobre el movimiento de mujeres », Luna (Comp.), *Genero, Clase y raza en America latina*, Universidad de Barcelona, Barcelona.